

Medlemmerne af Folketingets Europaudvalg
og deres stedfortrædere

Asiatisk Plads 2
DK-1448 København K
Tel. +45 33 92 00 00
Fax +45 32 54 05 33
E-mail: um@um.dk
Telex 31292 ETR DK
Telegr. adr. Etrangeres
Girokonto 300-1806

Bilag
1

Journalnummer
400.C.2-0

Kontor
EU-sekr.

17. oktober 2001



Til underretning for Folketingets Europaudvalg vedlægges i forbindelse med det uformelle møde i Det Europæiske Råd i Gent den 19. oktober 2001 formandskabets oversigt over EU's foranstaltninger som opfølgning på begivenhederne den 11. september 2001 i USA (road map).



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16 octobre 2001

12800/01

POLGEN 23

NOTE DE LA PRÉSIDENTENCE

au : Conseil "Affaires générales"

Objet : Coordination de la mise en oeuvre du plan d'action pour la lutte contre le terrorisme

1. Le Conseil européen extraordinaire du 21 septembre a décidé que la lutte contre le terrorisme sera plus que jamais un objectif prioritaire de l'Union européenne. Il a chargé le Conseil "Affaires générales" d'assumer un rôle de coordination et d'impulsion à cet égard et de soumettre un rapport d'ensemble au prochain Conseil européen.

Instrument du suivi de la mise en oeuvre – la feuille de route

2. L'annexe à cette note contient une "feuille de route" détaillée reprenant l'ensemble des mesures et des initiatives à mettre en oeuvre dans le cadre du plan d'action décidé suite aux événements du 11 septembre 2001. Il s'agit d'une liste exhaustive – couvrant tous les secteurs concernés – des mesures et des instruments qui devront être progressivement mis en place au cours des prochains mois pour réaliser les différents objectifs politiques énoncés dans les conclusions du Conseil européen. Afin d'en faciliter la lecture, les différents points sont regroupés par secteurs relevant des Conseils "Affaires générales", "Justice et affaires intérieures", "ECOFIN" et "Transports".

3. La Présidence veillera à entretenir des contacts étroits avec le Parlement européen afin d'assurer la meilleure coordination des travaux au sein du Conseil et du Parlement pour l'adoption rapide des mesures législatives, notamment dans les domaines où des procédures accélérées sont envisagées.
4. Ce document servira d'instrument de travail pour le Conseil "Affaires générales" dans son rôle de coordination et de suivi de la mise en œuvre du plan d'action du Conseil européen. Il fera l'objet d'une mise à jour hebdomadaire par le COREPER en fonction de l'état d'avancement des travaux dans les différents organes préparatoires.

État des travaux dans les différentes formations du Conseil

5. La "feuille de route" fait état des travaux déjà entrepris et des principales activités à venir dans les différents secteurs à la lumière des dernières réunions du Conseil "Affaires générales" du 8 octobre, du Conseil JAI du 20 et des 27/28 septembre ainsi que des quatre réunions du Conseil prévues le 16 octobre (Conseil ECOFIN, Conseil JAI, Conseil conjoint JAI/ECOFIN et Conseil "Transports/Télécommunications"). Parmi les principales questions à l'ordre du jour de ces Conseils figurent:
 - i) au Conseil ECOFIN, la présentation par la Présidence et la Commission de leur rapport respectif sur la lutte contre le financement du terrorisme;
 - ii) au Conseil conjoint JAI/ECOFIN l'examen d'un paquet de mesures destinées à la lutte contre le blanchiment d'argent, en particulier dans l'optique de la lutte contre le financement du terrorisme;
 - iii) au Conseil JAI, un premier examen au fond des modalités pratiques du mandat d'arrêt européen, des procédures de remise entre Etats membres ainsi que de la définition du terrorisme;
 - iv) au Conseil "Transports/Télécommunications" une discussion sur les suites concrètes à donner à la 33ème Assemblée de l'OACI et du rapport présenté par le Groupe pluridisciplinaire consacré aux questions de sûreté dans l'aviation civile.

6. Les travaux se déroulent dans l'ensemble conformément aux calendriers envisagés et, en l'état actuel des dossiers, les progrès permettent de penser que les objectifs fixés seront généralement atteints.
7. La Présidence soumet un projet de conclusions au Conseil (cf. doc. 12853/01) qui a déjà fait l'objet d'un premier examen par le Coreper.
8. Lors du Conseil européen du 19 octobre, le président du Conseil "Affaires générales" fera un rapport oral d'ensemble sur la mise en oeuvre du plan d'action en tenant compte des résultats des dernières réunions du Conseil des 16 et 17 octobre.
9. La feuille de route sera régulièrement actualisée par le COREPER. Le Conseil "Affaires générales" fera à nouveau le point de la situation lors de sa prochaine réunion.

**FEUILLE DE ROUTE REPRENANT L'ENSEMBLE DES MESURES ET INITIATIVES A METTRE EN OEUVRE
DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION DÉCIDÉ PAR LE CONSEIL EUROPÉEN LE 21 SEPTEMBRE 2001**

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
CONSEIL AFFAIRES GÉNÉRALES						
1.	Étendre et rendre plus effective la coalition anti-terroriste	Dialogue politique / visites de la Troïka ou SG/HR / utilisation de forums multilatéraux	Continu	Présidence / SG/HR / Commission	<ul style="list-style-type: none"> - Visite de la Troïka à plusieurs pays-clés du 24 au 28 septembre - Inclusion du sujet du terrorisme dans toutes les réunions du dialogue politique depuis 11 septembre 	Poursuite d'un dialogue systématique et continu, à tous les niveaux, avec partenaires NB. 56ème Assemblée générale de l'ONU, réunion ministérielle EURO-MED, réunion Conférence européenne
2.	Renforcement du partenariat avec les États-Unis ¹	Divers contacts à tous les niveaux	Continu	Présidence / SG/HR / Commission	<ul style="list-style-type: none"> - Ministérielle du 20 septembre - Entretiens du Président du Conseil et du Président de la Commission à Washington le 28 septembre - Contacts bilatéraux entre COPS/COTER et homologues américains - Mission de responsables de la Police/Justice/ Europol/Eurojust/ Commission à Washington le 18/10 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi du dialogue à tous les niveaux - Préparation de la réunion avec M. Powell lors de la semaine ministérielle AGNU - Coordination des contacts par SLG (Senior Level Group) (prochaine réunion: 24 octobre)

¹ Voir également les points 49 à 56 et 64.

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
3.	Renforcement des relations de l'Union avec certains pays d'Asie particulièrement concernés par la situation actuelle:					
3a.	<u>Pakistan</u>	Renforcement des relations, notamment par: - l'assistance communautaire - signature de l'Accord de coopération de troisième génération	Continu (examen du progrès au CAG du 29/10)	Présidence / SG/HR / Commission		
3b.	<u>Iran</u>	Renforcement des relations, notamment par les consultations en vue de la négociation d'un accord de commerce et coopération	Continu (examen du progrès au CAG du 29/10)	Présidence / SG/HR / Commission	Projet de directives de négociation en cours de finalisation par la Commission	
3c.	<u>Pays d'Asie centrale</u>	Renforcement de l'engagement et des relations, contribution substantielle en vue de la Conférence de Bichkek (13/14 décembre), définition d'un renforcement de coopération	Continu (examen du progrès au CAG du 29/10)	Présidence / SG/HR / Commission		Propositions à soumettre au CAG du 29/10

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
3d.	<u>Inde</u>	Définition d'un renforcement de coopération	Deuxième sommet avec l'Inde (23/11)	Présidence / SG/HR / Commission	—	Élaboration d'une position commune au COASI
4.	Renforcement de l'aide humanitaire en Afghanistan et dans les pays limitrophes	Mise à disposition d'aide directe ainsi que par le moyen du UNHCR et d'autres agences spécialisées	En fonction des développements politiques et militaires	Commission / États membres / Conseil "Développement"	Constat par CAG du 8 octobre d'une allocation cumulée de €316 millions (à ce jour)	<ul style="list-style-type: none"> – Commission présentera sans délai de nouvelles mesures pour venir en aide aux réfugiés – Contributions additionnelles en fonction des besoins et des développements
5.	Appui de l'UE à un processus politique et de reconstruction en Afghanistan	Divers instruments	En fonction des développements	États membres / Présidence / SG/HR / Commission	Discussion au niveau des directeurs régionaux a eu lieu le 5 octobre	<ul style="list-style-type: none"> – COASI en tiendra compte lors des discussions sur la communication de la Commission sur une nouvelle stratégie pour l'Asie – Examen par le CAG, le moment venu, des propositions des États membres / SG/HR et Commission

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
6.	ONU: Assurer le suivi de la résolution 1373 adoptée par le Conseil de Sécurité de l'ONU	Diverses mesures à adopter (surtout dans le domaine du gel des avoirs)	Fin de l'année (90 jours de la date de l'adoption de la résolution)	États membres / Commission CAG et autres formations du Conseil		<ul style="list-style-type: none"> - Examen à poursuivre au sein du groupe Relex, en collaboration étroite avec d'autres enceintes compétentes - Préparation d'une réponse commune (y incluant les contributions des États membres)
6.a.	Lutte contre toute forme de financement des activités terroristes	Proposition de règlement relatif à des mesures restrictives spécifiques contre certaines personnes ou entités en vue de combattre le terrorisme international (2/10/01)	Sans délai	CAG	Premier examen au groupe Relex le 11 octobre sur base de la proposition de la Commission Acceptation par le Parlement en procédure d'urgence (4/10/01); examen par le Coreper du 5/10/01	L'examen se poursuit au sein du Coreper
7.	ONU: Donner suite à d'éventuelles décisions concernant le gel des avoirs des Talibans prises par le Comité des Sanctions établi dans la résolution du CSNU 1267	Modifications par la Commission du Règlement CE no 467/2001 du Conseil	En fonction des décisions prises à New York	Présidence/Commission	Modifications déjà adoptées le 11 octobre 2001	En fonction des développements

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
8.	ONU: Conclusion d'une Convention générale de l'ONU sur le terrorisme international	Négociations avec les partenaires à l'ONU en vue d'arriver à un accord global	Sans délai	CAG / États membres	<ul style="list-style-type: none"> - Position coordonnée mise au point par COTER le 26 septembre - Démarches de la Troïka actuellement en cours pour promouvoir l'aboutissement de la Convention 	<ul style="list-style-type: none"> - Négociation à suivre par le COTER en collaboration étroite avec le CATS - Coordination continue à 15 lors de la réunion du groupe de travail 6ème Commission de l'ONU (15-26 octobre)
9.	ONU: Signature et ratification de la convention sur la répression du financement du terrorisme		Signature de tous les États membres avant la fin octobre	États membres	13 signatures et 1 ratification	Suivi de l'état de ratification par le groupe COTER
10.	ONU: Accélération de la signature, ratification et mise en œuvre rapide de toutes les conventions internationales pertinentes <i>(Note: il existe 12 Conventions sectorielles)</i>	Dialogue politique / démarches	Sans délai	CAG / SG/HR	Démarches de la Troïka actuellement en cours	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des réunions ministérielles lors de la semaine ministérielle de l'AGNU - Suivi de l'état de ratification par le groupe COTER
11.	Évaluation systématique des relations de l'Union avec les pays tiers en fonction de leur éventuel soutien au terrorisme	Cadre de référence	Sans délai	CAG / Etats membres	Rapports seront demandés des HOMs et groupes de travail sur base des critères à adopter par le CAG du 17/10	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration et examen d'un tableau sur base des contributions des HOMs et des groupes de travail - Examen des éventuelles mesures à prendre

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
12.	Coopération et échange d'information entre les services de renseignements militaires des États membres	Contacts réguliers/ échange d'information	Sans délai	États membres / SG/HR		Rapport du SG/HR sur les modalités pour CAG du 19/11
13.	Éventuelle adaptation des politiques de l'UE en matière de la non-prolifération et de désarmement	Réflexion commune	Sans délai	CAG	Premier échange de vues aux groupes CODUN et CONOP	Poursuivre la réflexion sur base d'un document de travail à élaborer par la Présidence

CONSEIL JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES (JAI)

Note : Cette feuille de route ne contient que les actions et les mesures avalisées dans leur principe par le Conseil européen ou le Conseil. Certains Etats membres ont suggéré d'autres initiatives qui pourraient être intégrées dans la feuille de route en fonction de l'accueil qui leur sera réservé. Voir dans ce contexte le document de la délégation allemande (doc. SN 4038/01)

MESURES LÉGISLATIVES

14.	Rendre Eurojust opérationnel	- Décision-cadre - Fixation du siège	6/7 décembre 2001 Au plus tard fin de l'année	Conseil/Conseil européen	Accord politique sur art. 1 à 8 (Conseil JAI des 27 et 28/09)	
15.	Mandat d'arrêt européen	Décision-cadre	Les modalités doivent être fixées d'urgence et au plus tard les 6 et 7 décembre 2001	Conseil JAI	- Examen approfondi par le CATS les 2/10 et 10/10 - Questions de principe posées au Conseil JAI du 16/10 (doc. 12646/01 COPEN 61 CATS 30)	- Réunions du CATS les 22-23/10 et 22-23/11 - Consultation du PE en cours (procédure d'urgence) - Question ISL/N
16.	Définition du terrorisme	Décision-cadre	Les modalités doivent être fixées d'urgence et au plus tard les 6 et 7 décembre 2001	Conseil	- Examen approfondi par le CATS les 1/10 et 9/10 - Questions de principe posées au Conseil JAI du 16/10 (doc. 12647/01 DROIPEN 85 CATS 31)	- Réunions du CATS 22/10 et 2 jours en novembre (dates à fixer) - Consultation du PE en procédure d'urgence

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
17.	Gel des avoirs	Décision-cadre	Urgent	Conseil	Le CATS des 8-10/10 a préparé deux questions de principe à soumettre au Conseil conjoint JAI/ECOFIN du 16/10 (doc. 12635/01 COPEN 60)	– Accélérer les travaux du GT (anticipation de la réunion des 15 et 16/10 au 10 et 11/10) de sorte que le Conseil puisse l'adopter les 6 et 7 décembre 2001
18.	Entrée en vigueur des deux conventions extradition de 1995 et de 1996	Ratification par États membres	1er janvier 2002	États membres	À l'examen du CATS du 8/10/01: les 2 conventions devraient en principe être ratifiées par les 5 derniers États membres (F, UK, IRL, I et – en ce qui concerne la convention de 1995 – B) avant fin 2001	
19.	Entrée en vigueur de la convention d'entraide pénale	Ratification par États membres	Au courant de l'année 2002	États membres	À l'examen du CATS du 8/10/01: tous les États membres ont confirmé leur intention de respecter le délai fixé	
20.	Entraide pénale en matière de blanchiment d'argent et de criminalité financière	Protocole à la convention d'entraide judiciaire	Dès réception de l'avis du Parlement européen	Conseil	Le protocole a été signé le 16 octobre 2001 (Conseil JAI)	A ratifier par les États membres

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
21.	Examen de la législation sous l'angle du "risque terroriste"	Rapport de la Commission	Avant fin 2002	Commission/Conseil/ Parlement		L'exercice est en cours au sein des services de la Commission pour ce qui concerne la réglementation en matière d'asile et d'immigration
22.	Création d'équipes conjointes d'enquête <i>En ce qui concerne la mise en oeuvre opérationnelle, voir point 32.</i>	Décision-cadre	6 et 7 décembre 2001	Conseil	– Accord au Coreper du 3/10 – Procédure d'urgence introduite au Parlement européen	Adoption par le Conseil JAI les 6 et 7/12
23.	Répression des actes criminels comportant l'utilisation de systèmes de communication électroniques	– Décision-cadre relative aux atteintes aux systèmes d'information – Décision-cadre relative à la reconnaissance mutuelle de décisions pénales portant sur des enquêtes en matière de criminalité informatique	Le plus rapidement possible après présentation par la Commission	Commission/Conseil		– Proposition sera transmise par la Commission début novembre 2001 – Proposition sera transmise par la Commission au Conseil début 2002
24.	Assurer un équilibre entre protection données et efficacité policière	Directive concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques	Sans délai	Commission/Conseil	– Examen par le Groupe achevé et dossier soumis au Coreper I – En première lecture au Parlement européen	

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
25. ¹	Création d'un mécanisme communautaire de coordination des interventions en matière de protection civile	Décision	Adoption prévue le 23/10	Conseil	Dossier soumis au Coreper (point "I") le 15/10	
MESURES OPÉRATIONNELLES						
26.	Identification des terroristes présumés en Europe ainsi que des organisations qui les soutiennent afin d'établir une liste commune des organisations terroristes	Coopération entre services des États membres/Europol	Sans délai	– Conseil – Responsables des unités anti-terroristes, de renseignement et d'Europol		– Réunion des chefs des services de renseignement avant fin octobre – Le groupe de travail Terrorisme se réunit les 26/10 et 8/11 pour examiner le résultat des travaux
27.	Transmission systématique à Europol de toute donnée utile en matière de terrorisme	Coopération États membres/Europol	Sans délai	États membres	Le Président du Conseil a envoyé une lettre à ses collègues	Rapport du Directeur d'Europol au Conseil les 6 et 7 décembre 2001
28.	Renforcement de la coopération entre les chefs des unités anti-terroristes	Réunions	Le plus tôt possible et avant 1er novembre	Présidence/Task Force des Chefs de Police	La première réunion a eu lieu le 15/10/2001	
29.	Renforcement de la coopération entre les magistrats anti-terroristes	Réunions	Sans délai	Pro-Eurojust	Une première réunion a eu lieu le 10 octobre 2001	

¹ Voir également le point 47.

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
30.	Meilleure coopération et meilleur échange d'informations entre tous les services de renseignement	Réunions régulières des chefs des services de renseignement	1ère réunion avant le 1er novembre 2001		<ul style="list-style-type: none"> - Une première réunion, présidée par le chef de la Sûreté de l'État a eu lieu les 11 et 12/10/2001 - Mandat donné par le Président du Conseil, par lettre du 10/10, aux chefs des services de renseignement de lui soumettre à brefs délais des propositions concrètes 	
31.	Renforcement de la coopération entre services de police, y compris Europol et les services de renseignement		Sans délai	Présidence/CATS		Débat d'orientation aura lieu au CATS
32.	Constitution d'une équipe de spécialistes anti-terroristes au sein d'Europol		Urgent	États membres/conseil d'administration d'Europol	<ul style="list-style-type: none"> - Le Président du Conseil a envoyé une lettre à ses collègues insistant sur la présence d'officiers de liaison provenant des services de renseignement - Le 15/10, la plupart des États membres auront envoyé des spécialistes à Europol. 	Équipe opérationnelle en novembre 2001 et rapport au Conseil en mars 2002 sur les progrès accomplis et les problèmes rencontrés

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
33.	Constitution d'une ou plusieurs équipes conjointes d'enquête <i>Voir aussi point 21.</i>		Sans délai	États membres (police, magistrats/services de renseignement)/Europol/Pro-Eurojust		
34.	Meilleure coordination entre Europol/Pro-Eurojust et la Task Force des chefs de Police		Sans délai	CATS	Lors du CATS des 1-2/10 la Présidence s'est engagé à convoquer une réunion des responsables des trois organes (29/10) qui devra préparer le débat du CATS des 12-13/11/2001	
35.	Accélération du raccordement du RJE au réseau électronique sécurisé VPN		Sans délai	Secrétariat général du Conseil	Examen technique en cours par les services du SGC	
36.	Actualisation du répertoire des compétences d'Europol	Mise en oeuvre d'une action commune	Sans délai/permanent	Europol/Conseil	Lettre de la Présidence au directeur d'Europol le 9/10	<ul style="list-style-type: none"> - Point à inscrire à l'ordre du jour du prochain CA d'Europol (23 et 24.10.2001) - Rapport d'Europol au Conseil JAI des 6 et 7/12
37.	Élargissement éventuel de l'accès du SIS à d'autres services publics		Sans délai	Conseil	Premier débat au CATS le 8/10	Accord au Conseil JAI des 6 et 7/12 sur les nouvelles fonctionnalités du SIS II

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
38.	Peer evaluation des dispositifs nationaux de lutte contre le terrorisme ¹		Rapport d'évaluation avant fin 2002	Conseil/Secrétariat général du Conseil	Lettre du Secrétariat général du Conseil aux Représentants permanents	– Lancement de la procédure début octobre – Appel aux candidatures pour les 2 experts nationaux
39.	Inventaires des mesures nationales et plans d'alerte		Urgent	GT Terrorisme et Task Force des Chefs de Police		– Réunions du GT terrorisme le 26/10 et 8/11 – Réunion Task Force des Chefs de Police le 15/10
40.	Transmission du rapport TE-SAT au Parlement européen		Décembre 2001	Conseil	Travaux en cours au sein du GT Terrorisme	
41.	Intensification de la coopération et harmonisation des législations en matière d'armes et d'explosifs		Sans délai	Commission/Conseil		Initiative éventuelle à prendre par la Commission avant mars 2002
42.	Renforcement des contrôles aux frontières extérieures		Urgent	États membres/Task Force des chefs de Police / Services d'immigration	Opération HIGH IMPACT 2 et 3 octobre 2001	Demander au Président de la Task Force des chefs de Police / Services d'immigration d'examiner les mesures au plus vite et de faire rapport au Conseil des 6 et 7 décembre 2001

¹ Voir dans ce cadre la lettre envoyée le 26/09 à ses collègues par le représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'UE demandant d'être informé des mesures et plans politiques généraux arrêtés par chaque État membre en matière de lutte contre le terrorisme.

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
43.	Recours coordonné à l'article 2(2) de la convention Schengen (rétablissement des contrôles aux frontières)		Sans délai	Conseil		<ul style="list-style-type: none"> - Initiative à intégrer dans la proposition à venir de la Commission concernant la procédure article 2(2) - Rôle du groupe de travail "Terrorisme" dans la détermination des cas de menace terroriste d'une gravité exceptionnelle - La Task Force des chefs de Police / Service d'immigration sera chargée d'assurer l'opérationnalisation de la décision de rétablissement de contrôles aux frontières intérieures
44.	Établissement d'un réseau d'échange d'informations concernant les visas délivrés		Sans délai	Commission		La Commission est invitée à présenter des propositions au Conseil avant mars 2002
45.	Meilleure alimentation du SIS en signalements (articles 95, 96 et 99)		Sans délai	États membres		<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à l'ordre du jour de la prochaine réunion du GT SIS - Rapport du SGC au Conseil des 6 et 7 décembre 2001

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
46.	Sécurité intérieure et respect des obligations internationales en matière de protection des droits fondamentaux	Rapport	Urgent	Conseil/Commission		Proposition de la Commission à venir
47.	Renforcement de la coopération en matière de protection civile	Rapport de la Commission	Urgent	Etats membres: Directeurs généraux de la protection civile/Commission	Lors de leur réunion des 11 et 12/10, les DG de la Protection civile ont arrêté un plan d'action anticipant la mise en oeuvre du mécanisme communautaire (création d'un groupe d'experts NBC (nucléaire, biologique, chimique), disponible 24h/24h, mise en place d'une Task Force d'experts nationaux auprès de la Commission etc.)	
48.	Renforcement des normes de sécurité dans les aéroports et dans les avions <i>p.m. voir point 61</i>		Urgent	Conseil/États membres	La délégation autrichienne a présenté des propositions	Inscrire le point à la prochaine réunion de la Task Force des chefs de Police et contacts étroits avec la filière transports

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
MESURES DE COOPÉRATION AVEC LES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE JAI						
<i>N.B.: Une délégation composée de responsables du Ministère de l'Intérieur, y compris Sûreté de l'État et office des étrangers, du Ministère de la Justice, de la Police des Présidences actuelles et à venir, de la Commission, du Secrétariat général du Conseil, d'Europol et de Pro-Eurojust se rendra à Washington le 18 octobre 2001 pour discuter des modalités de mise en œuvre des mesures décrites ci-après</i>						
49.	Évaluation de la menace terroriste dans tous ses aspects	Rencontres/contacts	Urgent	Europol/Conseil		Plusieurs points de contact ont été identifiés: – Troïkas conjointes "COTER/GT" "Terrorisme" deux fois par semestre – L'équipe de spécialistes anti-terroristes constituée au sein d'Europol doit collaborer étroitement avec ses homologues américains
50.	Coopération EU/US accrue dans les enceintes internationales compétentes	Rencontres/contacts	En continu	Conseil/États membres		Suivi par COTER et par les instances du dialogue transatlantique
51.	Pression sur les pays dont les systèmes bancaires facilitent la levée et le transfert de fonds susceptibles de financer le terrorisme	Contacts diplomatiques	En continu	Conseil/États membres		Suivi par les Conseils ECOFIN et JAI des travaux du GAFI Élaboration de positions commune de l'UE au GAFI

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
52.	Mise en commun des bonnes pratiques dans le domaine de la lutte contre le terrorisme	Contacts	Sans délai	États membres		Mandat à donner à la Task Force des chefs de Police
53.	Intensification de la coopération entre Europol et les Law Enforcement Agencies américaines	– Coopération informelle – Accord sans échange de données – Accord avec échange de données	immédiat 16 novembre 2001 Avant la fin de l'année 2001	Europol/Conseil	Réunion de travail technique EU/US le 4/10/2001 à Bruxelles	Accélérer les travaux entamés par la Présidence, en concertation avec les américains, en matière de protection des données
54.	Intensification de la coopération en matière d'entraide pénale	Accord UE/US basé sur l'article 38 TUE	Sans délai	Présidence/Conseil	Discussions exploratoires ont débuté à Bruxelles (24/09/2001) et seront poursuivies à Washington le 18 octobre 2001	Mandat à la Présidence au Conseil JAI de novembre 2001
55.	Coopération intensifiée entre Pro-Eurojust/ Eurojust et des magistrats américains spécialisés dans la lutte anti-terroriste	contacts	Sans délai	Pro-Eurojust		– La Présidente de Pro-Eurojust se rendra à Washington le 18/10 (dans le cadre de la mission Justice/Intérieur) – Réunion prévue au cours du mois de novembre
56.	Intensification de la coopération avec les États-Unis dans le domaine de l'immigration illégale, des visas et des faux documents	contacts	Sans délai	Comité stratégique (SCIFA)	Rencontre d'experts EU/US le 8/10 en marge du CIREFI	Réunion prévue le 26/10

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
CONSEIL ECOFIN						
57.	Éventuels délits d'initiés liés aux attentats du 11.09	Rapport	Conseil ECOFIN du 16 octobre	Comité européen des superviseurs boursiers	Lettre de la Présidence envoyée le 25.09.2001	Lettre de la Présidence au Comité
58.	Prévention de l'utilisation du système financier pour le blanchiment de l'argent	Directive	Fin novembre 2001	Conseil/Parlement européen	Accord préliminaire en Comité de conciliation confirmé par le Coreper du 10/10 et à confirmer par le Parlement européen le 17/10	Adoption finale
59.	Examen des instruments pertinents de la CE et de l'UE propres à assurer que les systèmes bancaires ne permettent pas le financement du terrorisme	Rapport de la Commission	Sans délai	Conseil		
60.	Extension des mécanismes d'échange d'informations automatiques entre les Financial Intelligence Units (FIUs)		Urgent	Conseil	Réunion opérationnelle des chefs des FIU's le 12/10	

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
61.	Mesures à l'encontre des juridictions et territoires non coopératifs identifiés par le GAFI et élargissement des actions du GAFI pour inclure la lutte contre le financement du terrorisme Meilleure coordination entre Etats membres		16 octobre 2001	Conseil	Conseil conjoint JAI/ECOFIN a décidé le 16/10 que les États membres prendraient une série de contre-mesures communes (doc. 12665/01 JAI 112 ECOFIN 262 EP 97)	Approbation du modèle d'accord-type d'entraide pénale en décembre 2001

CONSEIL TRANSPORTS

62.	Renforcement de la sécurité dans le domaine des transports, notamment en mettant en œuvre les mesures clés reprises dans le document 30 de la CEAC et en complétant ces mesures à la lumière des événements récents	Constitution d'un groupe ad hoc pluridisciplinaire réunissant des responsables nationaux de la sûreté aérienne et JAI	Examen du premier rapport le 16 octobre 2001 par le Conseil	Commission/Présidence	Rapport préliminaire disponible le 9 octobre	Examen des besoins de coordination; envisager des mesures législatives; examen de la cohérence de la réglementation communautaire avec les dispositions américaines
62a.	Classification des armes et objets interdits	- Règlement - "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais
62b.	Formation du personnel	- Règlement - "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais
62c.	Contrôle et suivi des bagages en soute	- Règlement - "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
62d.	Contrôle d'accès aux zones sensibles des aéroports et aux avions	– Règlement – "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais
62e.	Contrôle des passagers et de leur bagage à main	– Règlement – "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais
62f.	Contrôle du fret et de la poste	– Règlement – "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais
62g.	Spécification des équipements utilisés pour effectuer les contrôles	– Règlement – "Peer review"	Urgent	Conseil/Parlement États membres	Proposition de la Commission le 10.10.01	Examen de la proposition dans les meilleurs délais
62h.	Contrôle de la qualité des mesures de sûreté appliquées par les États membres	– Organe d'inspection – "Peer review"	Urgent	Commission/États membres		Examen de la proposition dans les meilleurs délais
63.	Situation économique du secteur aérien	Communication	Urgent	Commission/Conseil/ Parlement	Disponible le 10 octobre 2001	A examiner lors du Conseil du 16/10
63a.	Compensation des pertes à la suite de la fermeture de l'espace aérien américain (11-14 sept.)	Aide d'état/examen par la Commission	Urgent	États membres/ Commission		
63b.	Éventuelle harmonisation des montants des conditions d'assurance		Urgent	Commission/Conseil/ Parlement		
63c.	Éventuelle création d'un fonds mutualisant le coût des primes de risque		Urgent	Commission/Conseil		

	OBJECTIF	MOYENS/ INSTRUMENTS	DÉLAI	RESPONSABLES	PROGRÈS DÉJÀ RÉALISÉS	TRAVAUX À VENIR
64.	Renforcement de la coopération internationale en vue d'une sûreté accrue	Contacts	Sans délai		Transmission à l'OACI d'un document de propositions des EM de l'UE à défendre lors de l'Assemblée	

=====